



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 16 décembre 2025

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 22

Nombre de votants : 26

Date de la convocation : 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le seize décembre à 14 h 30, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin), Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

**Modalités de recrutement du personnel vacataire sur les
Accueils Collectifs de Mineurs****Ressources humaines**

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-Présidente en charge des affaires sociales d'intérêt communautaire, expose :

L'article 1^{er} du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés. Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission et un acte déterminé ;
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité et ne doit pas correspondre à un emploi permanent ;
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté, et est déterminée par délibération.

Considérant la reprise en gestion directe des compétences relatives au champ de l'action sociale, dont l'organisation des Accueils Collectifs de Mineurs, à compter du 1^{er} janvier 2026, le recours aux vacataires peut être nécessaire pour les missions suivantes :

- animateur et/ou Directeur d'Accueils Collectifs de Mineurs ;
- Agent d'entretien.

Le recrutement d'un vacataire sera réalisé pour des tâches et des temps précis, lié à l'absence inopinée d'un agent, le besoin d'un renfort ponctuel ou si la nature du besoin le justifie.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2025/CC05/15 du Conseil Communautaire en date du 23 septembre 2025, approuvant définitivement la reprise en direct des compétences relatives à «petite enfance, enfance et jeunesse ; animation et coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, élaboration et mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux» et les modifications statutaires correspondantes, à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-Présidente,

DÉCIDE

- d'autoriser le recrutement d'un ou plusieurs vacataires dans le cadre défini ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent ;
- de fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire brut de 15,00 € ;
- d'inscrire les crédits correspondants au budget.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président

Monsieur Patrice BROCHARD



Le Secrétaire de séance

Monsieur François SERVENT

